

CHRONIQUE

Jézabel Couppey-Soubeyran
Economiste

Jézabel Couppey-Soubeyran : « La monnaie légale est-elle le bien public qu'elle prétend être ? »

Les cryptomonnaies sont accusées de déstabiliser l'économie, de polluer la planète et d'échapper à tout contrôle. Mais n'en est-il pas de même de la monnaie traditionnelle, créée à jets continus par les banques centrales ?, s'interroge l'économiste dans sa chronique.

Publié le 04 décembre 2021 à 05h00 - Mis à jour le 05 décembre 2021 à 06h52 |  Lecture 4 min.

 Article réservé aux abonnés

Chronique. La cryptomania ambiante polarise le débat. Le bitcoin est, pour ses adorateurs, la promesse d'un éden monétaire, sans Etat, sans banques et sans banques centrales. Ses contempteurs y voient au contraire un enfer, un désastre écologique, une menace pour la stabilité financière et une dangereuse privatisation de la monnaie. Mais à vouloir braquer les projecteurs sur l'enfer du bitcoin, n'est-ce pas celui de la monnaie bancaire qui apparaît ?

Le bitcoin a réveillé la fibre écologique de ses contempteurs, qui dénoncent sa voracité énergétique et son désastreux bilan carbone. On rappellera que, dans la technologie de la chaîne de blocs, base du bitcoin, les transactions enregistrées dans le registre distribué font l'objet d'une opération de « minage », qui consiste à vérifier et valider les transactions par une série de résolutions d'algorithmes. Le bitcoin est émis en contrepartie de cette opération, clé de la sécurité du réseau. Très exigeant en puissance informatique de calcul, le minage du bitcoin consomme énormément d'électricité.

Le protocole de validation du bitcoin démultiplie en effet l'énergie consommée, car il fait travailler les mineurs en même temps à la validation d'un même bloc et réserve la récompense à celui qui apporte la plus grande « preuve de travail », c'est-à-dire qui a le plus contribué à la validation des transactions (et dépensé par conséquent le plus d'énergie).

Lire aussi |  [Le bitcoin, cryptomonnaie du crime ou de la liberté](#)

D'autres chaînes de blocs sont moins énergivores grâce à des protocoles de validation différents, comme la « preuve d'enjeu » qui, dans la chaîne de blocs Solana, requiert de ceux qui valident une preuve de leur détention de jeton de la chaîne de blocs.

Privilège abonnés

NEWSLETTER - LA LETTRE DES IDÉES

Vous rendez-vous hebdomadaire avec la vie intellectuelle.

S'inscrire →

Les estimations de la consommation électrique mensuelle du bitcoin, comme celle que met à jour quotidiennement l'université de Cambridge (9,52 térawattheures en novembre) gagneraient à être effectuées pour un plus large ensemble de cryptomonnaies – il en existe des milliers –, en fonction de leur protocole de validation.

Cris d'orfraie

L'estimation des émissions de CO₂ qui en découlent (entre 3 millions et 15 millions de tonnes entre 2016 et 2018, d'après une étude publiée en 2018 dans la revue *Nature Sustainability*) ne va pas de soi, car tout dépend de la source électrique : quand l'électricité consommée par les mineurs est produite avec du charbon, l'empreinte carbone est énorme, quand elle l'est avec de l'éolien, du solaire, de l'hydro, elle est nulle. Certains prestataires de services de minage achètent, par exemple, les surplus des barrages hydrauliques pour se fournir en électricité.

Mais plutôt que de pousser des cris d'orfraie contre la dépense énergétique du bitcoin, mieux vaudrait soumettre les fournisseurs de services de minage à une licence, qu'ils obtiendraient à la condition de fonctionner en achetant exclusivement du « surplus » d'énergie renouvelable non stockable. Il en résulterait un minage propre... et un soutien financier au développement des énergies renouvelables.

Lire aussi | [Les cryptomonnaies, encore très énergivores, à la recherche d'un avenir plus vert](#)

En attendant, quand Luis de Guindos, le vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), dénonçait dans la *Financial Stability Review* l'« empreinte carbone exorbitante » du bitcoin, s'interrogeait-il aussi sur celle des banques et sur l'action de la BCE pour y remédier ? Car celle-ci mérite tout autant que l'on s'y penche. Dans le cas de la France, l'ONG Oxfam dénonce régulièrement « les grandes banques françaises [qui] nous emmènent vers un réchauffement à + 4 °C d'ici à 2100 ».

Les six plus grands groupes (BNP Paribas, Crédit agricole, Société générale, BPCE, La Banque postale et Crédit mutuel), à la fois sur les 3,3 milliards de tonnes équivalent CO₂ qu'ils portent à leur bilan, ont une empreinte carbone qui fait 7,9 fois celle de la France. Fin octobre 2021, Positive Money et Green Central Banking mettaient à jour leur tableau d'évaluation des actions climatiques des banques centrales du G20, avec des scores qui confirmaient un « dangereux manque d'action ».

Projet de société

Le grief n'est pas moins cauteleux quand il consiste à pointer la menace pour la stabilité financière. Car si, assurément, une énorme bulle s'est formée autour des crypto-actifs, dont on ne sait pas ce qu'il restera quand elle éclatera, celle-ci coexiste avec beaucoup d'autres bulles sur des actifs tout à fait standards (actions, obligations, immobilier...). Et toutes sont largement alimentées par les taux bas, l'accès sans limite à la monnaie centrale et la hausse du levier d'endettement qui en résulte.

Par leur politique monétaire, les banques centrales favorisent grandement l'instabilité potentielle qu'elles dénoncent et qu'elles sont pourtant censées prévenir !

Lire l'analyse :  [« Ne jetons pas le bitcoin avec l'eau de la spéculation »](#)

Enfin, pour ce qui est de la dangereuse privatisation de la monnaie qui adviendrait avec les cryptomonnaies, demandons-nous si la monnaie légale est le bien public qu'elle prétend être. C'est à son accaparement par le secteur bancaire et financier qu'entendent répondre des innovations financières comme les cryptomonnaies ou les monnaies complémentaires, aussi différents soient leurs projets sous-jacents.

Alors, plutôt que de reprocher aux crypto-actifs ce qui peut l'être tout autant à la monnaie légale, interrogeons-nous sur les raisons de leur développement, sur le projet de société qui les sous-tendent. De quelle société voulons-nous donc ? Quelles monnaies seraient propres à porter les transformations dont nous avons besoin ? Si la cryptomonnaie n'est pas forcément la monnaie de la société de demain, la monnaie bancaire est celle de la société d'hier.

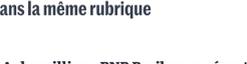
Jézabel Couppey-Soubeyran est maîtresse de conférences en économie à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne et conseillère scientifique à l'Institut Veblen.

Jézabel Couppey-Soubeyran (Economiste)

Contribuer

Sélections  Partage    

Contenus sponsorisés par **Outbrain** ▶



Découvrez l'Aqua Mundo



Nouvelle Toyota Yaris Cross Hybride à partir de 209€/mois !

Dans la même rubrique

A Aubervilliers, BNP Paribas va répartir clients en difficulté et clients prometteurs entre ses deux agences

Les clients « peu autonomes » seront regroupés à l'agence des Quatre-Chemins, classés en 2019 « quartier de reconquête républicaine ». Ceux « à potentiel » iront dans le quartier de la mairie. Une expérience pilote est lancée début 2022.



Lydia, l'entreprise française spécialisée dans le paiement mobile, devient une « licorne » valorisée à un milliard de dollars

La société a bouclé une levée de fonds de 100 millions de dollars et compte recruter près de 800 personnes.



Nathalie Azoulai : « Avec Zemmour, j'invente peut-être la catastrophe, mais je suis écrivaine, j'ai le droit »

TRIBUNE. La romancière, qui voit dans les hybridations idéologiques du candidat d'extrême droite à la présidentielle un niveau de confusion « sans égal », emploie les armes de la fiction pour imaginer ce qui « pourrait advenir d'un tel alliage ». Elle a livré au « Monde » le texte qui suit.



« Aucun gouvernement n'a suivi ou devancé avec une telle constance les desiderata du productivisme agricole »

CHRONIQUE. Un canular orchestré par Extinction Rebellion annonçait, fin novembre, la fusion de la FNSEA et du ministère de l'Agriculture. Une farce pas si absurde, relève Stéphane Foucart, journaliste au « Monde », dans sa chronique.



Arménie : « Nous refusons de voir Eric Zemmour s'appropriier nos douleurs »

TRIBUNE. Le candidat d'extrême droite est pour trois jours en Arménie alors même qu'il s'était opposé aux lois pénales de la négation des génocides dénonçant, dans une tribune au « Monde », des Français d'Arménie, des Franco-Armeniens et des Arméniens francophones indignés de cette instrumentalisation



« La surexposition des enfants aux écrans pourrait être le mal du siècle »

TRIBUNE. A l'initiative de Caroline Janvier, députée LRM, un collectif de parlementaires transpartisans et de personnalités, dont Gaspard Koening, Nicolas Siris et Benoît Hamon, appelle à l'élaboration collective d'une proposition de loi visant à la prévention et la sensibilisation des parents



Thomas Piketty : « La planète va devoir prendre en compte les multiples fractures inégalitaires qui la traversent »

CHRONIQUE. Le « Rapport sur les inégalités mondiales » rend compte de l'hyperconcentration du patrimoine, mais aussi de la trop lente avancée de la lutte contre les inégalités de genre et environnementales, explique l'économiste.



Le sommet pour la démocratie de Joe Biden a déçu

ÉDITORIAL. L'événement a trahi l'embarras américain, à la fois sur la liste, critiquée, des invités, mais aussi dans l'aveu même du président Biden selon qui les Etats-Unis n'étaient pas toujours à la hauteur des idéaux démocratiques.



En France aussi, la guerre d'Algérie est une rente mémorielle

Jamais sans doute depuis les années 1960, le conflit algérien n'a tenu une telle place dans les débats politiques français, où se mêlent crise migratoire, islamisme, nostalgie coloniale et diplomatie.



Bruno Latour : « L'écologie, c'est la nouvelle lutte des classes »

Afin de remédier à l'impuissance politique face au réchauffement climatique et de remobiliser une écologie qui oscille souvent entre la moralisation et l'ennui, le philosophe et sociologue repense la notion de conflit social. Il l'évoque dans un entretien au Monde, à quelques semaines de la sortie d'un « Mémo sur la nouvelle classe écologique », qu'il cosigne.



Gaël Perdriau : « Cher Christian Jacob, je continue à penser que notre parti se laisse glisser vers les thèses de la droite identitaire »

TRIBUNE. S'adressant au président des Républicains, qui l'a démis de ses fonctions de vice-président de LR, le maire de Saint-Etienne s'inquiète, dans une tribune au « Monde », de la dérive idéologique de sa famille politique qui, dit-il, l'éloigne de son héritage historique.



« Dans les pays en développement et émergents, les échanges de bitcoins sont devenus une alternative valable aux systèmes bancaires »

TRIBUNE. Les deux chercheurs en finance Francesc Rodriguez Tous et Angela Gallo constatent, dans une tribune au « Monde », que l'adoption des cryptomonnaies est beaucoup plus rapide en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud que dans les pays occidentaux, malgré la méfiance des gouvernements.



« Il faut réévaluer le coût réel du basculement vers la voiture électrique »

CHRONIQUE. Ce qui frappe depuis le lancement des premières voitures électriques, c'est la myopie avec laquelle a été abordé ce bouleversissement, sans se demander s'il y aura de quoi fabriquer les dizaines de millions de batteries nécessaires à cette gigantesque transition, explique dans sa chronique Stéphane Lauer, éditorialiste au « Monde ».



« La justice impose, il est urgent de la sauver »

TRIBUNE. Les Etats généraux de la justice organisés par le gouvernement ne pourront pas éviter un inventaire chiffré des besoins en moyens et en personnels pour remédier à cette faille, souligne, dans une tribune au « Monde », les avocats Matthieu Boissavy et Thomas Clay.



« Le projet de « grande Sécu » ne doit pas cloisonner les difficultés de notre système de santé »

TRIBUNE. L'économiste Carine Milcent revient, dans une tribune au « Monde », sur tout ce qui n'a pas été débattu par le projet de « grande Sécu », et qui reste pourtant à débattre



« La distribution des aides aux entreprises s'avère inégalitaire et inefficace »

TRIBUNE. Certaines catégories sont bien plus avantagées que d'autres par les dispositifs de soutien. Une répartition non équitable qui limite les véritables objectifs de stratégie industrielle, constate l'économiste Nadine Levratto dans une tribune au « Monde ».



Services

RUBRIQUES

- Actualités en direct
- International
- Politique
- Société
- Économie
- Les Décodours
- Résultats élections 2021
- Sport
- Planète
- Sciences
- Le Monde Afrique
- Pixelis
- Médias
- Décodex
- Vidéos
- Santé
- Big browser
- Disparitions
- Éducation
- Argent et placements
- Emploi
- Archives
- Le Monde & Vous

OPINIONS

- Editoriaux
- Chroniques
- Analyses
- Tribunes
- Vie des idées

M LE MAG

- L'époque
- Le style
- Gastronomie
- Voyage
- Mode
- Les recettes du Monde

CULTURE

- Cinéma
- Télévision
- Monde des livres
- Musique
- Arts
- BD

SERVICES

- Mémorable : cultivez votre mémoire
- Ateliers d'écriture
- les meilleurs aspirateurs robots
- Codes Promo
- Black Friday
- Codes Promo Groupon
- Formation commercial
- Cours d'anglais
- Cours d'orthographe
- Découvrir le jardinage
- Citations philosophie
- Sorties d'albums
- Jeux
- Annonces immobilières
- Prix de l'immobilier
- Avis de décès dans Le Monde

SITES DU GROUPE

- Courrier International
- La société des lecteurs du Monde
- La Vie
- Le HuffPost
- L'Obs
- Le Monde diplomatique
- Télérama
- Talents
- Source Sûre
- Le Club de l'économie
- M Publicité

NEWSLETTERS DU MONDE

 Recevoir les newsletters du Monde

APPLICATIONS MOBILES

 Sur iPhone | Sur Android

ABONNEMENT

 S'abonner

 Se connecter

 Consulter le Journal du jour

Événements abonnés

Le Monde Festival

La boutique du Monde

- Mentions légales
- Charte du Groupe
- Politique de confidentialité
- Condition des cookies
- Conditions générales
- Aide (FAQ)